

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/GC/W/379

27 octobre 1999

(99-4662)

Conseil général

Original: espagnol

PRÉPARATION DE LA CONFÉRENCE MINISTÉRIELLE DE 1999

Proposition relative aux négociations sur les services

Paragraphe 9 a) ii) de la Déclaration ministérielle de Genève

Communication de Cuba

La Mission permanente de Cuba a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 26 octobre 1999.

Introduction

1. Conformément au paragraphe 1 de l'article XIX de l'Accord général sur le commerce des services (AGCS), les Membres de l'OMC se sont engagés à poursuivre le processus de libéralisation par le biais de négociations visant à réduire ou à éliminer les obstacles à ce commerce.
2. Il incombe aussi aux Membres de mener à bien cet exercice en promouvant les intérêts de tous les participants, sur la base d'avantages mutuels et en vue d'arriver à un équilibre global des droits et des obligations. Le droit des Membres à réglementer la fourniture de services sur leur territoire et à instituer de nouvelles réglementations visant à atteindre des objectifs de politique nationale doit faire l'objet d'une attention particulière. Ce droit, consacré dans le préambule de l'AGCS, est encore plus important dans le cas des pays en développement, étant donné le déséquilibre et la vulnérabilité de leur économie.
3. Afin d'atteindre les objectifs énoncés dans les paragraphes 1 et 2 ci-dessus, il est indispensable de tenir compte de la situation économique, commerciale et financière des pays en développement.

Propositions

4. Les Ministres reconnaissent que les éléments suivants sont fondamentaux et doivent être pris en considération dans les négociations concernant les services.

Libéralisation progressive

5. Le processus de libéralisation du commerce des services ne peut être envisagé indépendamment du niveau de développement des participants aux négociations; il doit au contraire en tenir compte. En ce sens, le paragraphe 2 de l'article XIX de l'AGCS dispose que le processus de libéralisation doit respecter dûment les objectifs de politique nationale et le niveau de développement des Membres de l'OMC, tant d'une manière globale que dans les différents secteurs.

./.

Lignes directrices et procédures à suivre pour les négociations

6. Pour chacune des séries de négociations, des lignes directrices et des procédures seront établies. À cette fin, le paragraphe 3 de l'article XIX de l'AGCS prévoit que "le Conseil du commerce des services procédera à une évaluation du commerce des services d'une manière globale et sur une base sectorielle". Cette évaluation devrait faire ressortir les résultats obtenus dans la libéralisation du commerce des services et les avantages qui en ont découlé pour les Membres, en particulier les économies en développement et les plus vulnérables, afin que celles-ci ne soient pas exclues du nombre des bénéficiaires du système commercial multilatéral. Sans cette évaluation, qui doit englober les incidences sur les perspectives de commerce et de développement des Membres, il serait impossible d'établir des lignes directrices qui prennent en compte les intérêts de tous les participants.

7. De même, les lignes directrices et les procédures pour les négociations futures devront tenir compte des objectifs énoncés à l'article IV de l'AGCS, pour faciliter la participation croissante des pays en développement. Il est indéniable que sans l'accès de ces pays à la technologie à des conditions commerciales, l'amélioration de leur accès aux circuits de distribution et aux réseaux d'information et la libéralisation des secteurs et modes de fourniture qui présentent pour eux un intérêt à l'exportation, nous n'obtiendrons pas "la croissance économique de tous les partenaires commerciaux et le développement des pays en développement", mentionnés dans le préambule de l'AGCS.

8. Le respect de la structure actuelle de l'AGCS doit être un élément-clé des négociations futures. Le processus de libéralisation doit être progressif; il convient de renforcer la dimension développement en tenant compte des déséquilibres existants et d'établir des modalités permettant de prendre comme point de départ pour les négociations les engagements du Cycle d'Uruguay, conformément au paragraphe 3 de l'article XIX de l'AGCS.

Assistance technique

9. Le commerce des services peut offrir à certains pays en développement un potentiel important pour le développement du commerce extérieur, grâce au niveau élevé des compétences déjà atteint ou à des conditions naturelles favorisant la commercialisation de certains services. À cette fin, il est nécessaire que des organismes internationaux et régionaux comme la CNUCED apportent une assistance technique afin d'aider, en collaboration avec l'OMC, les pays en développement dans la phase antérieure aux négociations.
